

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 av Grüner – Allée C
42000 St Etienne

St-Etienne, le 22/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIES SAS

ZI Sud, rue Barthélémy Thimonnier
42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

Références : UD4243-EAR22-130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIES SAS implanté ZI Sud, rue Barthélémy Thimonnier 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIES SAS
- ZI Sud, rue Barthélémy Thimonnier 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON
- Code AIOT dans GUN : 0010500010
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise est spécialisée dans la fabrication de pièces de forges techniques destinées aux domaines de l'automobile, du poids lourd, du tracteur, des travaux publics et de l'aéronautique. La principale activité exercée est le travail mécanique des métaux. Le site est régulièrement autorisé et réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 février 1999 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 1er décembre 2015 et du 28 mars 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prévention du risque pollution par eaux extinction	AP Complémentaire du 28/03/2019, article 1.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention du risque incendie	AP Complémentaire du 28/03/2019, article 1.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Préfectoral du 01/12/2015, article 8.1.1.1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 28/03/2019, article 1.3.3	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/12/2015, article 8.2.3.	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 01/12/2015, article 8.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de mettre en exergue plusieurs non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra mettre en oeuvre les actions correctives nécessaires, selon les délais fixés dans le rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2015, article 8.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de l'inspection, un plan du site était affiché au mur, dans le hall d'accueil, avec un dispositif à décrochage rapide permettant de l'emporter sur le terrain. L'exploitant a indiqué détenir peu de produits donc aucun plan ou liste faisant état des matières stockées n'était disponible .
Observations : Cependant, en date du 15 avril 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un document de 11 pages comprenant : - un plan de stockage des produits chimiques et des matières inflammables divisé en 16 zones; - un tableau reprenant pour chaque zone, les noms de produits et matières stockées avec les plus grandes quantités présentes sur le site, les pictogrammes, et phrases de risques et de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2019, article 1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie est dimensionnée par un volume minimum de 1000 m ³ (500 m ³ /h pendant 2 h) et est assurée par une cuve de 750 m ³ et 2 poteaux incendie (44 et 45) situés à moins de 200 mètres de l'entrée du site
Constats : La cuve est en place. Une maintenance est prévue tous les 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2015, article 8.2.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment: <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'Article 8.1.1.- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, de poteaux d'incendie implantés à moins de 200 m du site dont le nombre et les caractéristiques (débits notamment) seront déterminés en relation avec les services de secours (SDIS). Les justificatifs seront conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués de : <ul style="list-style-type: none">- une alarme incendie- 155 extincteurs,- 14 RIA,- 4 extincteurs sur roue Il existe également une réserve en eau de 750 m3 (mise à disposition pour le site voisin) et 2 poteaux incendie dans la rue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2015, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Une application permet de planifier les opérations de maintenance à faire sur le site. La dernière vérification des moyens de lutte contre incendie a eu lieu le 10 juin 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2019, article 1.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le site est en capacité de retenir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement, d'un volume de 1300 m ³ avec un débit de fuite conforme au SDAGE, peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.
Constats : Le site possède des galeries techniques pouvant retenir un volume de 700 m ³ . Cependant , le site n'est pas en mesure de retenir l'ensemble des eaux d'extinction évaluées à 1300m ³ .
Observations : L'exploitant doit être en mesure de retenir le volume calculé et renseigné dans son arrêté préfectoral. Il transmettra la solution retenue pour le faire avec l'échéancier correspondant sous 2 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2019, article 1.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification prescription APC
Prescription contrôlée : Le stockage de caisses et palettes dans la zone d'expédition sera limité à : - 353 caisses maximum de dimensions 1,2x0,8x0,8 m soit 0,8 m ³ contenant de l'acier - une hauteur de stockage max de 5 mètres ou 4 niveaux Tout stockage de produit inflammable, comburant, toxique ou explosif, ou de matière combustible au-delà du volume de caisses précisé ci-avant, est interdit.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer le nombre de palettes à l'instant t.
Observations : L'exploitant doit être en mesure de justifier de ne pas dépasser cette quantité de palettes dans la zone d'expédition. Une matérialisation au sol est nécessaire pour délimiter les zones de stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet